

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30636]

10 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 15 portant dérogation aux articles L1232-5, § 2, et L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux Lieux de sépulture et aux Funérailles, modes de sépulture et rites funéraires

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 39 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 6;

Vu la loi coordonne du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu l'article L1232-5, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel prévoit que toute exhumation, qu'elle soit de confort ou technique, est réalisée exclusivement entre le 15 novembre et le 15 avril;

Considérant que certaines communes ont été contraintes de stopper les chantiers d'exhumation qui étaient en cours en raison de la situation sanitaire à laquelle nous sommes confrontés et perdent, de ce fait, plusieurs semaines sur le délai légalement établi;

Considérant que la période fixée du 15 novembre au 15 avril l'est pour des raisons essentiellement sanitaires, non seulement pour éviter que des exhumations soient pratiquées en période de températures en hausse voire estivales, mais également afin d'éviter la superposition des chantiers d'exhumations techniques massifs et l'organisation de funérailles;

Considérant et qu'il ne pourrait raisonnablement pas être envisagé d'octroyer des dérogations globales et intemporelles à l'exécution des chantiers d'exhumation en dehors de la période fixée légalement;

Considérant toutefois que, de manière exceptionnelle, et afin d'aider les communes dans la bonne gestion de leurs cimetières, dans la gestion d'une urgence sanitaire, et dans l'organisation de leurs travailleurs, il est nécessaire d'apporter une solution temporaire aux communes qui en justifieraient le besoin;

Considérant que cette mesure vise essentiellement à éviter des difficultés liées à la gestion des cimetières, problèmes qui s'ajoutant à l'augmentation du nombre de décès du fait du COVID-19, font peser un risque sanitaire réel lié à l'impossibilité de trouver des emplacements utiles à l'inhumation;

Vu l'article L1232-22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel prévoit que toute crémation est subordonnée à une autorisation gratuite, qui ne peut être délivrée, au minimum 24 heures après le décès, que par l'officier de l'état civil du lieu de décès, si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française;

Vu que l'article précité est complété par l'article L1232-24 du même Code, lequel prévoit, en son paragraphe 1^{er}, alinéa 2, que lorsqu'il s'agit du corps d'une personne décédée dans une commune de la région de langue française, le médecin traitant ou le médecin ayant constaté le décès a confirmé qu'il s'agit d'une mort naturelle, est joint, en outre, le rapport d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès, indiquant s'il y a eu mort naturelle ou violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler;

Considérant que l'endiguement du coronavirus (COVID-19) et la guérison des patients infectés par ce virus nécessitent le déploiement maximal et prioritaire des médecins;

Considérant que les médecins doivent donc s'occuper prioritairement des patients et, en cas de problème de capacité, donner la priorité aux soins des patients;

Considérant que pour contribuer à cet objectif, il est nécessaire de prévoir dans les meilleurs délais la possibilité de déroger à l'obligation d'intervention du deuxième médecin, visée à l'article L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant, de ce fait, que le rôle du médecin traitant ou constatant le décès est prépondérant, et qu'il doit, dès lors, remplir les formalités qui lui incombent de la manière la plus optimale, en respectant notamment les recommandations relatives à la procédure pour la prise en charge du décès d'un patient atteint du COVID-19 édictées en date du 21 mars 2020 par le SPF Santé publique, en collaboration avec les acteurs de terrain, en ce qui concerne les indications supplémentaires devant figurer sur les certificats de décès;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, ces mesures exceptionnelles seront revues ou prolongées;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté de pouvoirs spéciaux ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, cette dernière ayant en tout état de cause invité le Gouvernement à éviter de déposer des demandes d'avis dans l'urgence. Le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article L1232-5, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le délai maximal pour procéder à certains chantiers d'exhumation peut être prorogé par le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur avis Cellule de gestion du patrimoine funéraire du SPW Intérieur et Action sociale (CGPF), jusqu'au 15 juin 2020.

La prorogation du délai est justifiée soit pour des chantiers déjà planifiés et qui ont dû être annulés pour des raisons liées à la pandémie COVID-19, soit pour certains chantiers non planifiés mais qui sont justifiés par une urgence liée à la pandémie COVID-19.

Art. 2. Dans le cadre d'une prorogation du délai sanitaire s'appliquant aux communes dont les chantiers ont dû être annulés pour des raisons liées à la pandémie Covid-19, les chantiers doivent soit avoir été antérieurement planifiés en accord avec la CGPF, soit réunir, avant dérogation, et en conformité légale, les 5 critères suivants :

- être en ordre d'affichage (2 Toussaints);
- être en ordre d'autorisation pour l'élimination des sépultures antérieures à 1945;
- être en ordre de liste de sépulture d'importance historique locale pour le ou les cimetières concernés;
- disposer d'ossuaires conformes aux principes du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- disposer d'un plan d'exhumation et d'un plan d'aménagement de la zone concernée.

En outre, des règles techniques doivent être observées sur le terrain :

- le cimetière devra entièrement être fermé à la vue et au passage durant les opérations de manipulation de restes humains;
- aucune opération d'exhumation ne peut se dérouler en même temps que des cérémonies d'inhumation (respect du recueillement des familles);
- une décence au sein du cimetière vis-à-vis des familles est de mise; les zones en travaux ne sauraient être visibles;
- dans le cas d'assainissement de quartier, le cimetière ou quartiers devront être entièrement clôturés au passage et à la vue;
- dans le cas d'assainissement ponctuels d'emplacements pour inhumation directe d'un nouveau corps, la fosse et l'environnement doivent être propres pour accueillir les familles, et aucune manipulation de restes humains ne peut s'effectuer en public.

Art. 3. Dans le cadre d'une prorogation du délai sanitaire s'appliquant pour des chantiers qui n'ont pas été planifiés par une commune mais qui sont justifiés par une urgence liée à la pandémie COVID-19, la commune doit répondre aux exigences ci-dessous :

1. être en ordre d'affichage (2 Toussaints);
2. disposer d'un plan d'exhumation et d'un plan d'aménagement de la zone concernée.

En accord avec la CGPF, les exigences suivantes pourront être réalisés dans le cadre d'une expertise de terrain :

1. l'implantation d'un ossuaire conformes aux principes du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
2. l'établissement de la liste des sépultures d'importance historique;
3. la rédaction des demandes d'enlèvement de monuments antérieurs à 1945.

Art. 4. Toute demande de dérogation est effectuée avant le 30 avril 2020 via un formulaire, en format informatique (format Word), et adressé à CGPF, à l'adresse électronique Cgpf.dgo5@spw.wallonie.be.

Le document reprend les informations suivantes :

- la commune demanderesse (adresse, personne de contact, lien direct);
- le cimetière concerné (adresse);
- plan d'exhumation et plan de réaménagement de la zone concernée;
- les arguments objectifs justifiant la demande de dérogation au délai sanitaire.

Les modèles de formulaires répondant à chacun des deux cas visés aux articles 2 et 3 sont disponibles via le site <https://interieur.wallonie.be/coronavirus-covid19>.

Art. 5. Par dérogation à l'article L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et pour une durée de 60 jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, prorogable deux fois pour une même durée par un arrêté par lequel le Gouvernement en justifie la nécessité au regard de l'évolution des conditions sanitaires, il n'est pas obligatoire d'inclure le rapport d'un médecin assermenté d'une commune de la Région wallonne qui a été désigné par l'officier de l'état civil ou par ses fonctionnaires habilités de l'administration communale pour examiner les causes de décès.

La dérogation visée au premier alinéa n'est possible que lorsque :

- 1° le décès a lieu à l'hôpital;
- 2° le décès a lieu hors de l'hôpital et que le médecin traitant ou le médecin constatant le décès confirme que le décès est la conséquence de la maladie infectieuse.

Art. 6. Il appartient au médecin qui constate le décès de respecter les formalités qui lui incombent, notamment en ce qui concerne le certificat de décès, de la manière la plus complète possible. Ce dernier doit, en outre, indiquer au sein du certificat de décès (modèle IIIC ou IIID) sur le volet A sous les rubriques "obstacle au don du corps" et "obstacle au transport avant la mise en bière" : oui en cas de décès d'un patient dont le test COVID-19 est positif ou en cas de suspicion clinique de COVID-19 sans test (cas possible). S'il s'agit d'un décès hors de l'hôpital, il y a également lieu de préciser sur le volet A qu'il s'agit d'un décès (possible) du COVID-19.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 avril 2020.

Namur, le 10 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30636]

10 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 15 houdende afwijking van de artikelen L1232-5, § 2, en L1232-24, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de begrafenissen, de wijzen van lijkbezorging en funeraire rituelen

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 6;

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19;

Gelet op artikel L1232-5, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie dat bepaalt dat iedere opgraving, ongeacht of het gaat om een comfortopgraving of een technische opgraving, uitsluitend tussen 15 november en 15 april wordt uitgevoerd;

Overwegende dat sommige gemeenten gedwongen zijn om de opgravingswerken die aan de gang waren, te stoppen vanwege de gezondheidsstoestand waar we mee te maken hebben, en daardoor enkele weken verliezen binnen de wettelijk vastgestelde termijn;

Overwegende dat de periode van 15 november tot 15 april is vastgesteld om hoofdzakelijk sanitaire redenen, niet alleen om te voorkomen dat de opgravingen in perioden van stijgende temperaturen of zelfs in de zomer plaatsvinden, maar ook om te voorkomen dat er massale technische opgravingswerken ontstaan en dat er begrafenissen worden georganiseerd;

Overwegende dat redelijkerwijs niet kan worden overwogen om algemene en tijdloze afwijkingen toe te staan voor de uitvoering van opgravingswerken buiten de bij wet vastgestelde periode;

Overwegende dat het, bij wijze van uitzondering en om de gemeenten te helpen bij het goede beheer van hun begraafplaatsen, bij het beheer van een noodsituatie op gezondheidsgebied en bij de organisatie van hun werknemers, evenwel noodzakelijk is om een tijdelijke oplossing te bieden aan de gemeenten die de noodzaak daarvan zouden rechtvaardigen;

Overwegende dat deze maatregel hoofdzakelijk bedoeld is om problemen in verband met het beheer van begraafplaatsen te voorkomen, problemen die, naast de toename van het aantal overlijdens als gevolg van COVID-19, een reëel gezondheidsrisico vormen in verband met de onmogelijkheid om nuttige begraafplaatsen te vinden;

Gelet op artikel L1232-22, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie dat bepaalt dat voor elke crematie een gratis verlof is vereist, dat minimum 24 uur na het overlijden alleen mag worden verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats van het overlijden, indien de persoon overleden is in een gemeente van het Franse taalgebied;

Overwegende dat bovenvermeld artikel aangevuld wordt met artikel L1232-24 van hetzelfde Wetboek dat in paragraaf 1, tweede lid, bepaalt dat als het om het lijk van een in een gemeente van het Franse taalgebied overleden persoon gaat, en indien de behandelende geneesheer of de geneesheer die het overlijden heeft vastgesteld, bevestigd heeft dat het een natuurlijk overlijden betreft, wordt het verslag bovendien bijgevoegd van een beëdigd geneesheer aangesteld door de ambtenaar van de burgerlijke stand om de doodsoorzaken na te gaan, waarin wordt vermeld of het overlijden te wijten is aan een natuurlijke of gewelddadige of verdachte of niet vast te stellen oorzaak;

Overwegende dat de indamming van het coronavirus (COVID-19) en de genezing van patiënten die met dit virus geïnfecteerd zijn, de maximale en prioritaire inzet van geneesheren vereisen;

Overwegende dat de geneesheren dus voorrang moeten geven aan de zorg voor patiënten en, in geval van capaciteitsproblemen, voorrang moeten geven aan de zorg voor patiënten;

Overwegende dat het noodzakelijk is, om bij te dragen tot deze doelstelling, zo snel mogelijk te voorzien in de mogelijkheid om af te wijken van de verplichting tot interventie door de tweede geneesheer, zoals bedoeld in artikel L1232-24, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Overwegende dat de rol van de behandelende geneesheer of de geneesheer die het overlijden heeft vastgesteld dus doorslaggevend is en dat hij dan ook de formaliteiten die hem worden opgelegd op de meest optimale manier moet vervullen, met name door de aanbevelingen in verband met de procedure voor het beheer van het overlijden van een patiënt die aan COVID-19 lijdt, die de FOD Volksgezondheid op 21 maart 2020 in samenwerking met de actoren op het terrein heeft uitgevaardigd, met betrekking tot de bijkomende informatie die op de overlijdensakten moet worden vermeld, na te leven;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Dat deze uitzonderlijke maatregelen zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zullen worden herzien of verlengd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In afwijking van artikel L1232-5, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kan de maximumtermijn voor het uitvoeren van bepaalde opgravingswerken door de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid op advies van de Cel voor het beheer van het funerair erfgoed van de "SPW" Binnenlandse aangelegenheden en Sociale actie (CGPF) tot 15 juni 2020 worden verlengd.

De verlenging van de termijn wordt gerechtvaardigd ofwel voor reeds geplande opgravingswerken die om redenen die verband houden met de COVID-19-pandemie moesten worden geannuleerd, ofwel voor bepaalde ongeplande werken, maar die gerechtvaardigd worden door een noodsituatie gebonden aan de COVID-19-pandemie.

Art. 2. In het kader van een verlenging van de gezondheidstermijn die geldt voor de gemeenten waarvan de opgravingswerken om redenen in verband met de Covid-19-pandemie moesten worden geannuleerd, moeten de werken ofwel vooraf in overleg met de "CGPF" zijn gepland, ofwel vóór de afwijking en in overeenstemming met de wettelijke voorschriften voldoen aan de volgende vijf criteria:

- aan de aanplakking hebben voldaan (2 Allerheiligen);
- de machtiging hebben verkregen voor het verwijderen van de graven van vóór 1945;
- aan de lijst van graven van plaatselijk historisch belang voor de betrokken begraafplaats of begraafplaatsen hebben voldaan;
- over knekelhuizen overeenkomstig met de beginselen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie beschikken;
- over een opgravingsplan en een inrichtingsplan van het betrokken gebied beschikken.

Bovendien moeten technische regels op het terrein worden nageleefd:

- de begraafplaats moet tijdens de behandeling van de menselijke resten aan het zicht onttrokken worden en afgesloten worden;
- er mag geen opgravingsverrichting worden uitgevoerd tegelijk met begravingsceremonieën (respect voor de bezinning van de families);
- fatsoenlijkheid binnen de begraafplaats ten opzichte van de families is vereist; de werken mogen niet zichtbaar zijn;
- in het geval van sanering van een wijk, moet de begraafplaats of wijken volledig aan het zicht onttrokken worden en afgesloten worden;
- in het geval van eenmalige saneringen van plaatsen voor het direct begraven van een nieuw lichaam, moet het graf en het milieu schoon zijn om de families te kunnen ontvangen, en er mag niet in het openbaar met menselijke resten worden omgegaan.

Art. 3. In het geval van een verlenging van de sanitaire termijn voor werken die niet door een gemeente zijn gepland, maar die gerechtvaardigd worden door een noodsituatie in verband met de COVID-19-pandemie, moet de gemeente aan de onderstaande eisen voldoen:

1. aan de aanplakking hebben voldaan (2 Allerheiligen);
2. over een opgravingsplan en een inrichtingsplan van het betrokken gebied beschikken.

In overeenstemming met de "CGPF" kunnen de volgende vereisten worden uitgevoerd in het kader van een veldonderzoek:

1. de vestiging van een ossuarium overeenkomstig met de beginselen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;
2. de opstelling van de lijst van de graven van plaatselijk historisch belang;
3. de opstelling van verzoeken tot verwijdering van monumenten van vóór 1945.

Art. 4. Elke afwijkingsaanvraag moet vóór 30 april 2020 worden ingediend met behulp van een formulier in elektronische vorm (Word-formaat) en naar de "CGPF" worden gestuurd op het e-mailadres Cgpf.dgo5@spw.wallonie.be.

Het document zal de volgende gegevens bevatten:

- de verzoekende gemeente (adres, contactpersoon, directe link);
- de betrokken begraafplaats (adres);
- opgravingsplan en inrichtingsplan van het betrokken gebied;
- de objectieve argumenten die de aanvraag tot afwijking van de gezondheidstermijn rechtvaardigen.

De modelformulieren voor elk van de twee in de artikelen 2 en 3 bedoelde gevallen zijn beschikbaar op <https://interieur.wallonie.be/coronavirus-covid19>.

Art. 5. In afwijking van artikel L1232-24, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie moet gedurende een periode van 60 dagen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, die tweemaal voor dezelfde periode kan worden verlengd bij een besluit waarbij de Regering de noodzaak ervan rechtvaardigt in het licht van de ontwikkeling van de gezondheidstoestand, het verslag van een beëdigd geneesheer uit een gemeente van het Waalse Gewest die door de ambtenaar van de burgerlijke stand of door zijn gemachtigde beambten van het gemeentebestuur is aangesteld om de doodsoorzaken na te gaan, niet meer worden bijgevoegd.

De afwijking, vermeld in het eerste lid, is uitsluitend mogelijk:

- 1° als het overlijden plaatsvindt in het ziekenhuis;
- 2° als het overlijden plaatsvindt buiten het ziekenhuis en de behandelende geneesheer of de geneesheer die het overlijden vaststelt, bevestigt dat het overlijden te wijten is aan de infectieziekte.

Art. 6. Het is de taak van de geneesheer die het overlijden vaststelt, om de formaliteiten die op hem rusten, in het bijzonder met betrekking tot de overlijdensakte, zo volledig mogelijk na te leven. Laatstgenoemde moet bovendien in de overlijdensakte (model IIIC of IIID) in rubriek A onder de rubrieken "bezwaar tegen het schenken van het lichaam" en "bezwaar tegen het vervoer vóór de kisting" "ja" vermelden in geval van overlijden van een patiënt met een positieve COVID-19 test of in geval van klinische verdenking op COVID-19 zonder test (mogelijk geval). Als het om een overlijden buiten het ziekenhuis gaat, moet ook op luik A worden vermeld dat het om een (mogelijk) overlijden van COVID-19 gaat.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 10 april 2020.

Namen, 10 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/20724]

2 APRIL 2020. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering omtrent de inhoud van de bijzondere bestemmingsplannen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 6, § 1, I, 1° en 2°;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid artikel 8;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, hierna BWRO genaamd, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het BWRO en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen, inzonderheid de artikels 41 § 5 en 57/1;

Gelet op het evaluatieverslag, genaamd 'gelijkekansentest', vereist door artikel 2, § 1°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkekansentest in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en door artikel 1 van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van die ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 31 januari 2019 kennis heeft genomen;

Overwegende dat artikel 41 § 5 van het BWRO de mogelijkheid voorziet voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de uitvoeringsmodaliteiten te bepalen die de inhoud vastleggen van de bijzondere bestemmingsplannen, hierna BBP genaamd;

Overwegende dat het BWRO voortaan bepaalt dat een deel van de inhoud van de BBP's verplicht is en een deel optioneel en dat, onder voorbehoud van de bepalingen van afdeling VI, de bepalingen van de afdelingen III en IIIbis inzake het opstellen van de BBP's van toepassing zijn op de wijziging en de opheffing ervan;

Overwegende dat de toename van informatie in de BBP's en van de verschillende scenario's rekening houdend met het optionele gedeelte van de BBP's, verantwoordt dat de vorm en inhoud daarvan worden bepaald;

Overwegende dat onderhavig besluit van toepassing is op de procedure die betrekking heeft op het opstellen, wijzigen en opheffen van de BBP's met uitzondering van het voorafgaand advies bepaald in artikel 44 § 1 en 2 van het BWRO;

Overwegende bovendien dat de 2 formulieren die als bijlage gaan, helpen bij het regelen van de vorm en inhoud van de BBP's;

Overwegende dat, aangezien dit besluit geen aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het Gewest in de zin van artikel 7 van het BWRO, het ontwerp ervan niet ter advies werd voorgelegd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie; dat onderhavig besluit zich inderdaad beperkt tot het bepalen van de formele inhoud van de dossiers van bijzondere bestemmingsplannen, waarvan de inhoud overigens is bepaald door het BWRO;

Gelet op het advies nr. 66.311/4 van de Raad van State, gegeven op 10 juli 2019 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 181/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 29 november 2019;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/20724]

2 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au contenu des Plans particuliers d'affectation du sol

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980 notamment son article 6, § 1, I, 1° et 2°,

Vu la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, notamment son article 8,

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire ci-après dénommé CoBAT tel que modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le CoBAT et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes, notamment ses articles 41 § 5 et 57/1,

Vu le rapport d'évaluation, appelé 'test égalité des chances', requis par l'article 2, § 1°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale et par l'article 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 31 janvier 2019,

Considérant que l'article 41 § 5 du CoBAT prévoit la possibilité pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de déterminer les modalités d'exécution fixant le contenu des Plans particuliers d'affectation du sol ci-après dénommés PPAS,

Considérant que le CoBAT prévoit dorénavant qu'une partie du contenu des PPAS est obligatoire et qu'une partie est optionnelle et que, sous réserve des dispositions de la section VI, les dispositions des sections III et IIIbis réglant l'élaboration des PPAS sont applicables à sa modification et à son abrogation,

Considérant que la multiplication des informations contenues dans les PPAS ainsi que celle des cas de figure compte tenu de la partie optionnelle des PPAS justifie d'en arrêter la forme et le contenu,

Considérant que le présent arrêté s'applique à la procédure relative à l'élaboration, la modification et l'abrogation des PPAS à l'exception de l'avis préalable prévu à l'article 44 § 1 et 2 du CoBAT,

Considérant en outre que les 2 formulaires joints en annexes aident à régler la forme et le contenu des PPAS,

Considérant que, le présent arrêté n'ayant pas d'incidences notables sur le développement de la Région au sens de l'article 7 du CoBAT, son projet n'a pas été soumis à l'avis de la Commission régionale de développement; que le présent arrêté se limite en effet à déterminer le contenu formel des dossiers de plan particulier d'affectation du sol, dont le contenu est par ailleurs déterminé par le CoBAT,

Vu l'avis n° 66.311/4 du Conseil d'Etat donné le 10 juillet 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n° 181/2019 de l'Autorité de protection des données donné le 29 novembre 2019;